

Dans la période du 1^{er} mars 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de raies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW dépassent une quantité de 150 kg, multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2015. Il cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2016.
Bruxelles, 24 février 2015.

La Ministre flamande de l'Environnement,
de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2015/29048]

17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le pouvoir général d'exécution prévu par l'article 20 de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, modifié par les décrets du 12 janvier 2007, du 19 octobre 2007, du 23 mai 2013 et du 4 juillet 2013, les articles 4, 6, 7, 17 et 18^{ter};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs;

Vu les avis du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donnés le 26 mars 2014 et le 3 décembre 2014 ;

Vu les avis 02/2014 et 03/2014 de la commission d'avis relative aux écoles de devoirs donné le 11 avril 2014 et le 28 octobre 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014 ;

Vu l'avis 56.437/4 du Conseil d'État, donné le 23 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs tel que modifié par l'arrêté du 7 septembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, les mots « le formulaire dont le modèle figure en annexe R » sont remplacés par les mots « un formulaire-type que l'O.N.E. établit »;

2^o dans le § 1^{er}, un deuxième alinéa est ajouté rédigé comme suit :

« Ce formulaire contient au minimum les données administratives précisées ci-après.

Pour les pouvoirs organisateurs :

1^o les coordonnées du pouvoir organisateur ;

2^o les coordonnées de son représentant;

3^o la forme juridique du pouvoir organisateur ;

4^o le numéro d'entreprise.

Pour chaque école de devoirs :

1^o les coordonnées de l'école de devoirs;

2^o les coordonnées d'une personne de contact;

3^o le lieu d'implantation de ses locaux (au sein d'une école ou non);

4^o la liste nominative de l'équipe d'animation au moment de la demande et la qualification des membres qualifiés au sens du décret;

5^o les horaires d'ouverture de l'école de devoirs durant et hors périodes scolaires;

6^o la participation aux frais pratiquée. » ;

3^o dans le § 2, le mot « pédagogique » est remplacé par les mots « d'accueil », les mots « visé à l'article 7, § 1^{er}, 3^o du décret » sont remplacés par les mots « visé à l'article 7, § 2, 3^o du décret », les mots « visé à l'article 7, § 1^{er}, 4^o du décret » sont remplacés par les mots « visé à l'article 7, § 2, 4^o du décret » ;

4^o dans le § 2, les mots « , du règlement d'ordre intérieur annuel visé à l'article 7, § 2, 5^o du décret, de la preuve d'assurance en responsabilité civile visé à l'article 7, § 1^{er}, 8^o du décret » sont ajoutés entre les mots « du plan d'action annuel visé à l'article 7, § 1^{er}, 4^o du décret » et les mots « et des statuts de l'association, s'il s'agit d'une asbl. » ;

5° un § 3, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 3. La demande doit également être accompagnée d'un document attestant du minimum requis en matière de qualification de l'équipe d'animation. Si le document renseigne des animateurs ou des coordinateurs qualifiés qui font l'objet d'une première signalisation à l'O.N.E. par l'école de devoirs concernée, celle-ci joint une copie des brevets, équivalences ou diplômes.

Le cas échéant, la demande peut également être accompagnée d'une demande de dérogation concernant le nombre d'enfants accueillis visée à l'article 7, § 3, 2° du décret ou d'une demande de dérogation concernant le nombre d'implantations scolaires dont sont issus les enfants accueillis visée à l'article 7, § 3, 3°, du décret. ».

Art. 2. L'alinéa 1^{er} de l'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « L'O.N.E. peut à tout moment décider du retrait de la reconnaissance d'une école de devoirs. Il doit préalablement faire connaître au pouvoir organisateur son intention et la motivation de celle-ci. Le pouvoir organisateur dispose d'un délai de 30 jours à dater de la communication par l'O.N.E. de son intention pour faire valoir son point de vue. A l'issue de ce délai, l'O.N.E. procède ou non au retrait de la reconnaissance de l'école de devoirs et en informe le pouvoir organisateur. ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « tel que prévu à l'article 6, alinéa 3, du décret » sont remplacés par les mots « tel que prévu à l'article 6, alinéa 2, du décret ».

Art. 4. Dans l'article 7, 2, b), du même arrêté les mots « l'administration du Ministère de la culture et de l'éducation permanente du Ministère de la Communauté française » sont remplacés par « l'Administration générale de la Culture de la Communauté française ».

Art. 5. Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 17 du décret, les écoles de devoirs doivent transmettre une demande de subvention et une demande de liquidation du solde de l'année écoulée. Cette demande s'effectue sur la base de formulaires établis par l'O.N.E.

Ces formulaires contiennent au minimum les données administratives suivantes :

- 1° les coordonnées du pouvoir organisateur et de son représentant;
- 2° les coordonnées d'une personne de contact;
- 3° les références du compte financier du pouvoir organisateur ou de l'école de devoirs;
- 4° l'identification de l'école de devoirs;
- 5° les horaires d'ouverture de l'école de devoirs pour l'année en cours;
- 6° la liste des enfants accueillis par l'école de devoirs, le nom de l'école qu'ils fréquentent et le motif de son inscription;
- 7° la liste nominative de l'équipe d'animation de l'école de devoirs et la qualification des membres qualifiés au sens du décret;
- 8° un tableau mensuel des présences par école de devoirs;
- 9° les horaires d'ouverture de l'école de devoirs pour l'année écoulée s'il s'agit d'une première demande de subvention ou d'une reprise d'activités après suspension;
- 10° la participation aux frais pratiquée.

Le cas échéant, la demande doit être accompagnée de la demande de dérogation concernant le lieu des activités visée à l'article 17, § 1^{er}, 5° du décret. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. En cas de refus de subventionnement ou en cas de contestation du montant de la subvention, un recours peut être introduit auprès de l'O.N.E. par courrier recommandé énonçant les raisons de ce recours dans un délai de 30 jours suivant la réception de la décision. L'O.N.E. transmet le recours au Ministre de l'Enfance, accompagné d'un avis. Le Ministre statue sur le recours dans un délai de nonante jours à dater de la réception du recours, sur la base de l'avis rendu par l'O.N.E. ».

Art. 7. Dans l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « Le montant visé à l'article 17, § 1^{er}, 6°, du décret » sont remplacés par les mots « Le montant visé à l'article 7, § 2, 6°, du décret »;
- 2° le mot « non-résidentielle » est ajouté entre les mots « pour une journée » et les mots « de plus de 6 heures. ».
- 3° la phrase « Le montant peut être majoré pour une journée résidentielle. » est ajoutée entre les mots « de plus de 6 heures » et les mots « L'indice de départ ».

Art. 8. L'article 7, 3°, du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Art. 9. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,
Joëlle MILQUET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29048]

17 DECEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot bepaling van sommige nadere regels voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de algemene uitvoeringsbevoegdheid bedoeld bij artikel 20 van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, gewijzigd bij de decreten van 12 januari 2007, 19 oktober 2007, 23 mei 2013 en 4 juli 2013, de artikelen 4, 6, 7, 17 en 18ter;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot bepaling van sommige nadere regels voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten;

Gelet op de adviezen van de raad van bestuur van de ONE, gegeven op 26 maart 2014 en 3 december 2014;

Gelet op de adviezen 02/2014 en 03/2014 van de adviescommissie voor de huiswerkinstituten, gegeven op 11 april 2014 en 28 oktober 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 april 2014;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 56.437/4, gegeven op 23 juni 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vicepresident en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot bepaling van sommige nadere regels voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, zoals gewijzigd bij het besluit van 7 september 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden “volgens het formulier waarvan het model als bijlage R gaat” vervangen door de woorden “volgens een typeformulier dat door de O.N.E. opgesteld wordt”;

2° in § 1 wordt een tweede lid gevoegd, luidend als volgt:

“Dit formulier bevat minstens de hierna bepaalde administratieve gegevens.

Voor de inrichtende machten:

1° de dienstgegevens van de inrichtende macht;

2° de persoonlijke gegevens van haar vertegenwoordiger;

3° de juridische vorm van de inrichtende macht;

4° het bedrijfsnummer.

Voor elk huiswerkinstituut:

1° de dienstgegevens van het huiswerkinstituut;

2° de persoonlijke gegevens van een contactpersoon;

3° de vestigingplaats van zijn lokalen (binnen een school of niet);

4° de naamlijst van het animatieteam op het ogenblik van de aanvraag en de kwalificatie van de geschoolde leden in de zin van het decreet;

5° de openingsuren van het huiswerkinstituut gedurende en buiten de schoolperiodes;

6° de toegepaste participatie in de kosten.”;

3° in § 2 worden de woorden “het pedagogisch project” vervangen door de woorden “het opvangproject”, worden de woorden “bedoeld in artikel 7, § 1, 3° van het decreet” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 7, § 2, 3° van het decreet” en de woorden “bedoeld in artikel 7, § 2, 4° van het decreet”;

4° in § 2 worden de woorden “met het jaarlijks actieplan bedoeld in artikel 7, § 1, 4° van het decreet en met de statuten van de vereniging, als het gaat om een vzw.” vervangen door de woorden “met het jaarlijks actieplan bedoeld in artikel 7, § 1, 4° van het decreet, het jaarlijks huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 7, § 2, 5° van het decreet en de statuten van de vereniging, als het gaat om een vzw.”;

5° er wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. De aanvraag moet tevens samen met een document gestuurd worden waarbij gestaafd wordt dat het vereiste minimum bereikt wordt inzake kwalificatie van het animatieteam. Indien het document melding maakt van geschoolde animatoren of coördinatoren die het voorwerp uitmaken van een eerste vermelding bij de ONE door het betrokken huiswerkinstituut, voegt het ook een afschrift van de brevetten, gelijkwaardigheidsverklaringen of diploma's.

Desgevallend, kan de aanvraag samen met een aanvraag om afwijking van het aantal opgevangen kinderen bedoeld bij artikel 7, § 3, 2° van het decreet of van een aanvraag om afwijking van het aantal vestigingen waaruit de opgevangen kinderen bedoeld bij artikel 7, § 3, 3°, van het decreet, afkomstig zijn, gaan.”.

Art. 2. Het eerste lid van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

“De ONE kan te allen tijde beslissen de erkenning van een huiswerkinstituut in te trekken. Hij moet zijn voornemen en de motivering ervan aan de inrichtende macht meedelen. De inrichtende macht beschikt over een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de datum van de mededeling door de ONE van zijn voornemen om zijn standpunt te doen gelden. Bij het verstrijken van die termijn, trekt de ONE de erkenning in of trekt die niet in, en brengt daar de inrichtende macht van op de hoogte.”.

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de woorden “zoals bepaald in artikel 6, derde lid, van het decreet” vervangen door de woorden “zoals bepaald in artikel 6, tweede lid, van het decreet”.

Art. 4. In artikel 7, 2, b), van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administratie cultuur en permanente opvoeding van het Ministerie van de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “het Algemeen bestuur Cultuur van de Franse Gemeenschap”.

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

“Om de subsidie bedoeld bij artikel 17 van het decreet te kunnen genieten, moeten de huiswerkinstituten een aanvraag om subsidie en een aanvraag om vereffening van het saldo van het afgelopen jaar overzenden. Deze aanvraag geschiedt op basis van de formulieren opgesteld door de ONE.

Deze formulieren bevatten minstens de volgende administratieve gegevens:

- 1° de dienstgegevens van de inrichtende macht en haar vertegenwoordiger;
- 2° de persoonlijke gegevens van een contactpersoon;
- 3° de gegevens van de bankrekening van de inrichtende macht of van het huiswerkinstituut;
- 4° de identificatie van het huiswerkinstituut;
- 5° de openingsuren van het huiswerkinstituut voor het lopend schooljaar;
- 6° de lijst van de door het huiswerkinstituut opgevangen kinderen, de naam van de school die ze bezoeken en de reden van de inschrijving;
- 7° de naamlijst van het animatieteam van het huiswerkinstituut en de kwalificatie van de geschoolde leden in de zin van het decreet;
- 8° een maandelijks tabel van de afwezigheden per huiswerkinstituut;
- 9° de openingsuren van het huiswerkinstituut voor het afgelopen schooljaar als het om eerste aanvraag om subsidiëring gaat of een hervatting van activiteiten na een schorsing;
- 10° de toegepaste participatie in de kosten.

Desgevallend, moet de aanvraag samen met een aanvraag om afwijking gaan betreffende de plaats voor de activiteiten bedoeld bij artikel 17, § 1, 5°, van het decreet.”.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 8/1. Als de subsidiëring geweigerd wordt of als het bedrag van de subsidie betwist wordt, kan een beroep ingesteld worden bij de ONE bij aangetekend schrijven met vermelding van de redenen van het beroep binnen een termijn van 30 dagen na de ontvangst van de beslissing. De ONE zendt het beroep aan de Minister van Kind over, samen met een advies. De Minister neemt een beslissing omtrent het beroep binnen een termijn van negentig dagen vanaf de ontvangst van het beroep, op basis van het door de ONE verleende advies”.

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden “bedoeld in artikel 17, § 1, 6°, van het decreet” worden vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 17, § 2, 6°, van het decreet”;
- 2° het woord “voor een dag van meer dan 6 uren” worden vervangen door de woorden “voor een niet-residentiële dag van meer dan 6 uren”;
- 3° de zin “Het bedrag kan vermeerderd worden voor een residentiële dag.” wordt toegevoegd tussen de woorden “van meer dan 6 uren” en de woorden “Het oorspronkelijke indexcijfer”.

Art. 8. Artikel 7, 3°, van dit besluit treedt in werking op 1 juli 2015.

Art. 9. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2014.

De Minister-president,
Rudy DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Joëlle MILQUET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29051]

14 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 fixant les modalités de désignation, la durée des mandats et les indemnités de vacations des membres du jury de la Communauté française de l’enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l’enseignement secondaire, notamment les articles 3, alinéa 4, et 5, alinéa 4 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 fixant les modalités de désignation, la durée des mandats et les indemnités de vacation des membres du jury de la Communauté française de l’enseignement secondaire ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 18 novembre 2014;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2014;